

VINGT ANS APRÈS : LA CULTURE POLITIQUE ET LES INSTITUTIONS EN R.F.A.

Jürgen Habermas : entretien avec Rainer Erd
Jürgen Habermas et Rainer Erd

Gallimard | *Le Débat*

1988/4 - n° 51
pages 164 à 172

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-le-debat-1988-4-page-164.htm>

Pour citer cet article :

Habermas Jürgen et Erd Rainer, « Vingt ans après : la culture politique et les institutions en R.F.A. » Jürgen Habermas : entretien avec Rainer Erd,
Le Débat, 1988/4 n° 51, p. 164-172. DOI : 10.3917/deba.051.0164

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Vingt ans après :

la culture politique et les institutions en R.F.A.

Jürgen Habermas¹ : entretien avec Rainer Erd

Rainer Erd. – La génération qui atteint aujourd’hui la quarantaine a, en ce moment, les yeux tournés sur une date qui parut rendre possibles d’importantes transformations sociales, je veux parler de Mai 68. En effet, au printemps de cette année-là, un peu partout dans le monde un mouvement s’est fait jour dans l’espace public, dont les revendications dépassaient largement celles traditionnellement formulées par les mouvements sociaux. Ne se bornant pas à requérir des transformations institutionnelles (telles qu’une réforme universitaire), le mouvement étudiant a surtout milité en faveur d’une libération, au sens large, de l’individu. C’est en ce sens qu’il a combattu, à la fois, des institutions classiques de la société bourgeoise telles que le mariage ou la famille nucléaire, et la séparation structurelle entre travail manuel et travail intellectuel.

Mais les institutions politiques de la démocratie parlementaire (notamment les trois sphères capitales que sont le Parlement, la justice et l’administration) ne furent pas les seules à tomber sous le coup de la critique fondamentale, à côté d’elles se trouvait aussi la division internationale du travail. Autrement dit, l’éventail des revendications du mouvement étudiant s’est étendu de l’émancipation individuelle à travers de nouvelles formes de vie et d’habitat jusqu’à l’abolition de la séparation entre premier, second et tiers monde, et ce en passant par une remise en cause de l’économie, de la société et de l’État.

De toute évidence, une grande part de ce qui a été alors revendiqué avec emphase n’est pas devenue réalité. Cependant, il me semble que c’est donner une idée fondamentalement fautive de la situation politique de la fin de ces années quatre-vingt que de prétendre que le conservatisme de ces dernières années aurait balayé les transformations qu’ont amenées les années soixante-dix. Qu’en pensez-vous ? Que reste-t-il du mouvement étudiant ?

Jürgen Habermas. – Il y a Rita Süßmuth². Une femme politique libérale de cet acabit, ministre de la Famille, aurait été difficilement envisageable dans un gouvernement C.D.U. avant 1968. Je dis cela sans ironie excessive ; c’est un fait qui peut permettre de comprendre certaines choses. La libéralisation institutionnelle a en effet aussi atteint la C.D.U. – il n’est que de penser à Dettling³ –, elle ne s’est pas limitée au travail social, à l’école, aux crèches ou aux media. J’ajoute : le fait que cette femme ait étendu, à partir de la condition féminine, les compétences de son ministère et qu’à partir de là elle ait infléchi – du moins dans

1. Publié dans la *Frankfurter Rundschau* du 11 mars 1988. (Titre original : « Der Marsch durch die Institutionen hat auch die CDU erreicht. Der Philosoph und Soziologe Jürgen Habermas im Gespräch mit Rainer Erd über die politische Kultur in der Bundesrepublik Deutschland nach 1968. »)

2. Ministre de la Famille, de la Jeunesse et de la Condition féminine.

3. Warnfried Dettling, directeur ministériel de Rita Süßmuth.

Jürgen Habermas
 Rainer Erd
 Vingt ans après

la représentation extérieure qu'on en a – la politique traditionnelle de la famille et de la jeunesse, voilà qui est un symptôme d'un déplacement des frontières.

Depuis 1968 les définitions du politique se sont modifiées. Un bon nombre de choses qui implicitement appartenaient jadis à la sphère privée sont aujourd'hui perçues comme étant de toute évidence politiques, et abordées comme telles ; on peut prendre comme exemple les relations entre personnes des deux sexes (« la violence dans le mariage ») ou encore le statut du travail ménager et du travail éducatif, les thèmes relatifs à l'éducation des enfants... et j'en passe. Les besoins privés se sont politisés. En fin de compte, il faut se demander en fonction de quoi un froid calculateur comme Geissler⁴ s'est prononcé en faveur de ce type de femme. À mon sens, il réagit justement à une mutation latente des attitudes et des représentations axiologiques, mutation qui a atteint des couches sociales dont un parti conservateur aussi se doit désormais de cultiver les bonnes grâces, en tant qu'elles sont sa clientèle.

C'est précisément dans les domaines subinstitutionnels qu'on perçoit aujourd'hui les signes d'un glissement vers la libéralisation. Karl Mannheim parlait d'une démocratisation fondamentale. On n'en est pas encore là, mais on peut déjà percevoir quelque chose comme un processus de libéralisation fondamentale, et ce processus c'est la révolte culturelle de 1968 qui l'a mis en branle. Certes, la modification des rapports interpersonnels qui s'est fait jour dans la famille, à l'école, à l'Université, voire dans une certaine mesure au tribunal, ne va pas jusqu'à toucher les disparités sociales qui sont, quant à elles, encore fermement ancrées ; pour autant, ce n'est pas rien.

R. E. – Il n'y a aucun domaine de la sphère publique dans lequel, en République fédérale, le mouvement de 1968 n'ait laissé de traces. Dans la sphère de la justice, par exemple, il y a pratiquement aujourd'hui dans tous les domaines juridiques, et en particulier naturellement dans les domaines socialement sensibles du droit constitutionnel et du droit du travail, des juges qui contrarient l'argumentation dominante.

J. H. – Il y a même à Mutlangen⁵ de jeunes juristes qui pratiquent la désobéissance civile. Mais il faudrait, si nous voulons parler de 1968 et de ses conséquences, faire un pas en arrière et prendre en considération la période d'incubation qui a précédé, à savoir les dix dernières années d'Adenauer, l'intérim d'Erhard et la grande coalition jusqu'à l'élection de Heinemann. C'est pendant cette période, en effet, que le procureur général de la Hesse – le procureur Bauer – mit en œuvre le premier procès d'Auschwitz ; qu'un peu plus tard, les débats sur la prescription se développèrent ; que la discussion sur l'*Ostpolitik* s'engagea ; que Jaspers se radicalisa ; que fut réformé l'enseignement des sciences sociales ; que fut créée la collection *Édition Suhrkamp* et qu'enfin fut publié *Unfähigkeit zu trauern (Le Deuil impossible)*⁶. C'est dans ces années, entre 1960 et 1967, que l'opinion publique non institutionnalisée a commencé à prendre du poids. Le mouvement étudiant a alors été une explosion – que personne n'avait prévue – d'un ou deux ans. Rapidement, s'est ourdi contre cette révolte un néo-conservatisme – spécifiquement fondé chez nous sur le ressentiment –, une sorte de contre-révolution. En cela, l'opposition avancée par Marcuse dans *Contre-révolution et révolte* coïncide assez bien avec ce qui s'est passé ici dans les années soixante-dix. Un peu comme si certains sentiments, sur lesquels l'ombre des crimes nazis faisait peser son discrédit, n'avaient attendu qu'une occasion pour retrouver leur vigueur.

R. E. – À la fin des années soixante, on eut un peu l'impression que vous étiez devenu le principal adversaire du mouvement étudiant. Dans la mesure où vous aviez parlé du « fascisme de gauche » du

4. Heiner Geissler, secrétaire général de la C.D.U., précédent ministre de la Famille.

5. Site de stationnement des Pershing. Cadre de spectaculaires manifestations pacifistes.

6. Alexander et Margarete Mitscherlich, *Unfähigkeit zu trauern*, Piper Verlag, Munich, 1967 ; en français, Payot, Paris, 1972.

mouvement étudiant, les théoriciens de gauche se sont rués sur vous pour vous reprocher de faire le lit des conservateurs.

J. H. – Je ne dirai qu’une seule chose sur ce point : ce reproche, je l’ai formulé en 1967 à Hanovre, dans une situation très particulière, et sous la forme hypothétique d’une question ; immédiatement je m’en suis expliqué, et enfin en 1977 je l’ai abandonné sans réserve, d’ailleurs à la grande satisfaction de Dutschke. En fait, c’était alors une tentative pour tirer au clair les raisons qui faisaient qu’en R.F.A. plus qu’ailleurs des intellectuels de gauche s’étaient montrés plus sensibles, plus nerveux et plus irrités aux premières manifestations rhétoriques et aux premières utilisations de la violence. Je m’étais d’ailleurs exprimé dans la *Frankfurter Rundschau* sur la distinction problématique « violence envers les choses »/« violence envers les personnes ».

R. E. – Quoi qu’il en soit, votre critique à l’encontre du mouvement étudiant, lui reprochant de surestimer les possibilités réelles d’action, si l’on se réfère à l’histoire de ces vingt dernières années, s’est révélée juste. Si l’on jette un œil aux plaidoyers en faveur du marché et de la démocratie parlementaire que produisent des figures symboliques de 1968 telles que Daniel Cohn-Bendit, il faut bien admettre qu’au moins la partie du mouvement étudiant qui est devenue politiquement influente a aujourd’hui tacitement accepté votre critique d’alors. Et vous êtes maintenant devenu la cible privilégiée de l’autre camp politique, à savoir des conservateurs.

J. H. – Eh bien, mon cher Rainer Erd, je vois les choses un peu autrement. Pour les conservateurs, j’ai toujours été une source d’énervement et d’agressivité. Dès 1953, lorsque j’ai critiqué Heidegger, on a vu en moi un porte-voix d’Adorno alors que je n’étais à Bonn qu’un étudiant qui ne se doutait de rien et qui n’avait encore aucun contact avec les gens de Francfort. Quant à ma critique à l’encontre d’une certaine forme d’activisme étudiant, c’était une critique qui avait bien plutôt un caractère interne – et c’est ainsi qu’on a fini par la percevoir.

R. E. – Mais le ton des conservateurs s’est pourtant durci. Dans les éditoriaux de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* en particulier – Joachim Fest et Konrad Acham en tête – ils n’hésitent pas à vous rendre coresponsable d’actes de terrorisme politique. D’abord par la gauche, aujourd’hui par les conservateurs, on ne cesse de vous rendre responsable de choses avec lesquelles vous n’avez rien à voir : pensez-vous que ce soit le prix qu’un intellectuel critique et politiquement engagé doit payer ? Ou est-ce un trait spécifique à la culture politique de la R.F.A. que de faire, quelles que soient les circonstances, des adversaires intellectuels des ennemis politiques ?

J. H. – Vous savez, quiconque s’aventure dans l’espace public politique et critique d’autres personnes n’est pas en position de s’apitoyer sur son sort. L’innocence qui se transforme en persécutrice a toujours quelque chose de comique. Et le syndrome de la violence est ancré en nous tous. Ailleurs aussi on transforme les débats intellectuels en luttes politiques. Cela dit, il est vrai que chez nous on ne se borne pas à soupçonner dans l’intellectuel opposant un adversaire politique, on en fait un « ennemi de l’intérieur » ; en cela, vous avez raison. Dans un pays qui n’a vécu aucune révolution, l’intelligentsia de droite peut attiser la peur qu’a le bourgeois de la guerre civile, et, de Carl Schmitt à Ernst Nolte, elle construit pour ce faire des théories. En outre, s’il est bien une chose spécifique à la tradition universitaire allemande, c’est la conscience mandarinale ; Hauke Brunkhorst vient encore récemment de l’observer à la loupe dans un livre remarquable. Elle porte en elle deux éléments qui vont de pair : d’un côté la haine des intellectuels, de l’autre une compréhension politique faussée. Les mandarins parlent toujours au nom majestueux de la science, y compris lorsqu’ils interviennent dans l’espace public politique. Ils ne veulent en aucun cas accepter les règles du jeu et les présupposés de communication spécifiques à une telle arène – ils ont d’eux-mêmes une opinion bien trop haute pour cela.

Jürgen Habermas
 Rainer Erd
 Vingt ans après

C'est ainsi qu'en divulguant leurs idées dans les collections de poche et dans les colonnes des journaux, idées qui visaient dès lors la manière dont nous nous percevions en tant que citoyens de la République fédérale allemande, les historiens Hillgruber et Nolte sont manifestement sortis de l'Université. Pour autant, ils ne se sont pas appréhendés comme des intellectuels introduisant les connaissances issues de leur discipline dans la discussion qui caractérise la manière dont l'opinion publique s'approprie la tradition. En fait, ils prétendirent faire de la science – c'est ce qu'ils ont dit en tout cas – et rien d'autre que de la science pure. Seulement, en s'appuyant sur le privilège de l'expert et sous couvert de science, ce qu'ils ont voulu faire c'est prendre part à la discussion publique des citoyens. Ce fragment d'idéologie très allemande est la seule explication que je trouve au reproche que ces historiens-là, et d'autres, m'ont adressé. Ils ont ressenti comme « une interdiction de penser et de s'interroger » le fait qu'on tente de leur faire admettre qu'à vouloir comparer ce qui avait eu lieu dans les camps et ce qui s'était passé sur le front de l'Est, ou encore Auschwitz et Dresde, ils perdaient leur prétendue innocence scientifique dès lors qu'ils se trouvaient dans l'espace public politique, et qu'ils procédaient alors à des règlements de comptes.

R. E. – Si l'on compare la situation politique d'aujourd'hui avec celle d'il y a vingt ans, on remarque surtout deux choses. L'éventail politique s'est à la fois élargi sur la droite et sur la gauche. Le terrorisme d'extrême gauche, après que la Fraction Armée rouge fut remplacée par des groupes tels que les autonomes, appartient à la vie politique quotidienne au même titre que les groupes d'extrême droite. Mais on remarque aussi que l'éventail politique légal s'est lui aussi élargi sur sa droite et sur sa gauche. Depuis le début des années quatre-vingt, le conservatisme constitue la mouvance politique prédominante en R.F.A., relativisée dans une certaine mesure par l'existence des Verts. Par ailleurs, dans le domaine de la presse, la *F.A.Z.*, jadis libérale, est devenue conservatrice, allant parfois jusqu'à reprendre le ton polémique de la presse d'extrême droite, tandis que la gauche a trouvé dans la « *Taz* » (*Tageszeitung*)⁷ son organe de publication.

J. H. – Pour des raisons évidentes, ni une gauche classique ni une droite classique n'ont pu se développer en République fédérale. Nous n'avons ni un parti communiste fort ni une extrême droite de type lepéniste ou néo-fasciste. Mais, quarante ans après, plus les choses se normalisent chez nous, et plus apparaît que la puissante force d'intégration du centre fonctionne aussi comme une force de dissimulation. C'est ainsi que se trouvent occultées les passerelles glissantes qui existent entre le néo-conservatisme et les extrêmes droites, notamment à Weikersheim⁸ ou dans *MUT*, une feuille de chou d'extrême droite que lit notre chancelier lui-même⁹. Même à gauche les lisières s'effilochent – il n'est que de penser au nationalisme neutraliste d'une certaine subculture berlinoise.

R. E. – Ma question sera alors la suivante : pensez-vous que le conservatisme et le mouvement pacifiste, ainsi que les extrémismes de droite et de gauche, sont des conséquences des problèmes structurels qu'a rencontrés le libéralisme de gauche des années soixante-dix ?

J. H. – Le décret sur l'armement dont Helmut Schmidt s'était fait le chantre, le climat d'échec qui entourait les efforts de réforme et bien d'autres choses, ont poussé nombre de gens à sortir du S.P.D. pour aller plus à gauche. Dans le même temps, la pression effrontée du capital, le chômage, la faiblesse des syndicats, etc., tout cela a poussé la droite sur le devant de la scène, dans un climat de ressentiment. Ce sont

7. Journal berlinois issu de la mouvance alternative.

8. Weikersheim, petite ville de Franconie où une réunion de la droite radicale divisa le C.D.U.

9. *MUT* est un magazine politique de la droite « nationale-européenne » auquel collaborent un certain nombre des mandarins dont parle Habermas (le philosophe G. Rohrmoser, le sociologue A. Klönne, etc.). La ligne de ce journal est aujourd'hui proche de celle de ce que l'on a appelé en France la « Nouvelle Droite ». Figurait dans le numéro de février une lettre de lecteur de Helmut Kohl où il se disait « lecteur assidu de *MUT* » (cf. *Die Zeit*, 26 février 1988, p. 70).

là des mouvements de pendule bien normaux. Vous me demandez pourquoi aujourd'hui l'oscillation du pendule est plus large ? Si l'on fait abstraction de la congestion entraînée par le problème des relations économiques extérieures, par les changements structurels de l'économie intérieure, par les développements techniques et démographiques, et surtout par les conséquences sociales du chômage – bref si l'on fait abstraction de ces problèmes manifestes, on constate que leur perception dans l'espace public s'est, elle aussi, complètement modifiée.

D'un côté, on observe une accoutumance aux crises qui se répandent et se perpétuent d'une manière diffuse, et qui apparaissent comme une forme d'autostabilisation d'un changement social accéléré. Mais, d'un autre côté, les réactions à ces tendances se font à leur tour plus subjectives, plus impressionnistes, plus excentriques. Ce qui me frappe c'est une sorte d'état d'esprit fin de siècle, le sentiment général que les horloges vont s'arrêter. On voit se répandre un post-modernisme du quotidien.

C'est un état d'esprit ambigu qui, sur les uns, joue comme un modérateur et, sur les autres, comme un facteur de dérèglement. Cela a sans doute un rapport avec le fait qu'on ne cesse de s'éloigner de 1945. La République fédérale est désormais en train d'acquiescer ses contours historiques propres. Nous pouvons obtenir une vue d'ensemble de ce qui a rythmé son existence. Nous sommes en effet arrivés à un point qui nous permet d'articuler sans peine les différentes phases qui ont fait l'histoire de l'après-guerre. La première période est celle des années qui précèdent la réforme monétaire¹⁰ qui constitue tant sur le plan symbolique que sur le plan économique une césure importante. Dans ces années-là, la majorité est encore sous le choc de l'« effondrement », et les voix favorables à une coalition antifasciste – qui ne tardera pas à éclater – peuvent encore compter sur la vigilance des Alliés. Puis vient, sous Adenauer, une très longue période de latence, marquée par une volonté agressive de reconstruction que dominent les intérêts privés ; une période qui voit à l'œuvre deux tendances antagonistes et complémentaires : d'un côté le mot d'ordre « pas d'expériences hasardeuses » et, de l'autre, l'opposition des intellectuels. C'est ensuite la période d'incubation dont je parlais plus haut : les premières inquiétudes, la crise économique de 1967 et la révolte. Puis viennent alors les treize années de la coalition sociale-libérale – avec deux impulsions très opposées qui, sous la surface des institutions et ses structures, ont davantage modifié les parties molles que sont les motivations et les mentalités que l'ossature interne de la bureaucratie. Aujourd'hui, enfin, c'est le règne ambigu du « juste-milieu » qu'incarnent les fringants *yuppies*, et qui surplombe la base massive des chômeurs (encore) silencieux.

Je pense qu'il est désormais plus facile d'embrasser ces périodes du regard en se plaçant du point de vue de nos contemporains et pas seulement de celui des historiens. Et ce n'est qu'en abolissant cette distance, en ayant conscience de la reconquête de la normalité, que ce passé – ce passé antérieur qui ne veut pas passer – acquiert une terrible actualité. C'est peut-être là la forme de normalité qui nous est possible après Auschwitz, et précisément les extrémismes que vous avez évoqués font aussi partie de cette normalité.

R. E. – L'une des caractéristiques de l'époque actuelle, c'est qu'il n'est plus si simple de désigner telle ou telle organisation, lorsqu'il s'agit de savoir qui défend un concept de société orienté vers la liberté. Autrefois, il y avait de bonnes raisons de dire que la social-démocratie et les syndicats étaient les institutions intéressées au changement social et au démantèlement de la domination ; or, cette situation a profondément évolué. Il n'est plus possible de diviser le paysage politique de la République fédérale en organisations « conservatrices » et en organisations « orientées vers l'émancipation », mais on trouve l'une et l'autre position dans tous les partis. Il existe des courants à l'intérieur de la C.D.U. qui défendent des conceptions bien plus libérales que les cadres classiques du S.P.D., mais le contraire est tout aussi vrai. Une

10. Du 20 juin 1948.

Jürgen Habermas
 Rainer Erd
 Vingt ans après

chose semble être sûre : la conception traditionnelle de la gauche, celle qui tend à relativiser les positions du pouvoir économique par l'intervention de l'État et à réduire les inégalités sociales, n'est plus applicable. S'il en est ainsi...

J. H. – Puis-je vous interrompre ? En ce qui concerne la « Gauche » et la « Droite », je suis vieux jeu. Prenez simplement les thèmes les plus importants dans le domaine de la politique sociale : le chômage et le statut de l'activité professionnelle, qui est devenu problématique ; prenez l'idée – aujourd'hui reprise par Oskar Lafontaine¹¹ – du revenu de base pour tous, et donc la déconnexion relative entre revenu et emploi. Ou dans le domaine juridique : prenez les problèmes clés que sont la sécurité, le droit d'asile, la désobéissance civile, le droit de vote aux immigrés, etc. ; prenez le thème national de l'Allemagne, la vieille rengaine de la réunification – sur tous ces sujets, les esprits se partagent sans peine. Bien entendu, vous avez raison de dire que – sous l'impulsion des Verts – tous les partis sont en train d'évoluer. Y compris le F.D.P. qui, après son ralliement à la C.D.U., avait d'abord régressé en un parti d'entrepreneurs dans le style de la république de Weimar.

R. E. – Si vous admettez que tout le monde cherche des solutions de rechange, je vous pose la question suivante : selon vous, quels sont les problèmes politiques qui seront importants dans un proche avenir ?

J. H. – Je n'ai rien d'original à dire à ce sujet ; je lis les journaux comme tout le monde. C'est le réarmement et l'exportation des armes, la restructuration écologique de la société industrielle, le tiers monde, et surtout notre problème numéro un qui est le suivant : si les syndicats sont sur la défensive, comment pouvons-nous faire pièce au darwinisme social de la « société des deux tiers » ? comment pouvons-nous renforcer la solidarité de ceux qui ont réussi à rester à l'intérieur de la société, avec ceux qui ont été marginalisés ? Tous ces problèmes sont tout au moins posés et discutés.

Un thème qui me préoccupe – vous le savez bien – depuis plus de trente ans – celui, à la fois, des changements qui se produisent dans l'espace public et des perspectives d'une démocratie radicale – a regagné en intérêt. Les premiers à s'en rendre compte ont été les stratèges électoraux et les sociologues du corps électoral. Les conséquences entraînées par la révolution pédagogique, par le mouvement féministe – qui a enfin obtenu des résultats –, et aussi par les media électroniques, se font aujourd'hui sentir. On le voit précisément dans notre région francfortoise : les orientations culturelles d'importantes couches sociales sont en train d'évoluer. La formule « valeurs post-matérielles » n'est pas tout à fait fausse. Ce qui m'intéresse ici, c'est la nouvelle constellation de la culture et de la politique, telle qu'elle s'annonce. Les choix des électeurs semblent de plus en plus dépendre d'une perception de certains problèmes politiques ; cette perception est dominée par des thèmes précis ; le niveau d'information est bon ; et en tout cas l'influence culturelle est évidente.

Cela aussi est une répercussion lointaine de 1968. Le fait que les liens entre électeurs et partis se soient relâchés est peut-être un symptôme du nombre croissant de personnes qui réclament la valeur d'usage de la démocratie et de l'État de droit. Elles demandent la démocratie *cash*, en espèces sonnantes, afin de profiter activement des libertés, d'une participation politique étendue et d'une consommation de masse individualisée. C'est de cette façon que l'on voit naître des espaces publics oppositionnels, proches de la base, et cela non seulement dans les milieux subculturels des grandes villes, autour des Verts, mais aussi dans les groupes marginaux et sous-privilegiés desquels nous avons toujours dit qu'ils étaient incapables de s'organiser et d'agir.

11. Ministre-président S.P.D. du *Land* de Sarre.

Plus la civilisation de masse se répand et passe pour l'évidence même, plus elle perd l'aura de la « révolte des masses » opposées à la civilisation, plus pâlit aussi le romantisme de l'action de masse qui a trop longtemps aveuglé la gauche. La nouvelle perspective qui s'annonce est celle d'une société cultivée dans laquelle se multiplient les espaces publics autonomes, capables de faire un contrepois subversif aux espaces publics imprégnés par le pouvoir et hautement organisés.

Peut-être même que les partis politiques seront un jour obligés de se réorganiser ou tout au moins de différencier plus clairement leurs deux fonctions opposées ; en effet, ils n'ont pas seulement pour fonction de sélectionner les dirigeants du prochain gouvernement et d'être une composante du système politique ayant pour tâche d'amener l'espace public à une loyauté de masses. Il faudrait encore qu'ils se situent davantage dans l'espace public lui-même et qu'ils soient plutôt des catalyseurs qui permettent de clarifier et de concentrer les opinions, au lieu de les faire et de les lancer.

Les utopies de la société du travail sont dépassées. Le socialisme ne survivra que s'il prend au sérieux l'élément utopique contenu dans les procédures démocratiques elles-mêmes. Cette utopie procédurale vise les structures et les conditions d'une formation de la volonté radicalement pluraliste, largement décentralisée, créatrice de complexité et certainement coûteuse, dont personne ne peut anticiper les contenus et les résultats – que personne ne devrait d'ailleurs vouloir anticiper.

R. E. – Nombreux sont ceux qui disent que la « controverse des historiens » a eu un résultat indéniable : celui de montrer publiquement la faiblesse de l'argumentation conservatrice, de sorte que les groupes conservateurs en République fédérale s'en trouvent en fin de compte plutôt affaiblis que renforcés. Car il semble bien qu'il existe dans l'opinion publique de la R.F.A. – abstraction faite des positions de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* et de *Die Welt*, importantes et néanmoins marginales – un consensus sur l'idée que le nazisme a été un phénomène unique dans l'histoire universelle et ne peut assurément pas être compris comme une simple réaction au bolchevisme. Vue sous cet angle, la « controverse des historiens » était donc la mise à l'épreuve de la culture politique née en R.F.A. depuis 1968. Et elle a bien résisté à cette épreuve.

J. H. – Le fait que l'un des historiens allemands les plus respectés, même au niveau international – je pense à Hans-Ulrich Wehler –, se soit exprimé d'une manière si claire, si univoque et si convaincante, dans son livre sur la controverse des historiens, pourrait confirmer votre impression. Je ne sous-estime pas la capacité de la culture politique à se purifier elle-même – je pense aussi à l'affaire d'Uwe Barschel¹². Mais sans la situation internationale, sans la détente entre les grandes puissances, sans le reflux du néo-conservatisme, la direction de la C.D.U. n'aurait peut-être pas hésité à sauter sur le marchepied du train conduit par Dregger¹³ et Strauss, pour se diriger vers un passé délesté de ses scories.

À cela s'ajoute autre chose : la question de la singularité des crimes de masse commis par les nazis dissimule une question plus profonde : que comptons-nous faire des continuités de l'histoire allemande ? pouvons-nous dire « oui » à notre existence politique, même en ayant clairement conscience d'une rupture avec nos traditions néfastes ? Pouvons-nous et voulons-nous renoncer au confort et aux dangers d'une identité conventionnelle, et donc à cette sorte d'identité nationale qui est précisément incompatible avec une appropriation *critique* des traditions ? Le nationalisme n'a pas cessé d'être une question virulente. Je crains que cette question ne revienne à l'ordre du jour. Nombreux sont ceux qui considèrent la formule du « patriotisme constitutionnel », que j'ai empruntée à Dolf Sternberger, comme une provocation – surtout si elle est

12. Ministre-président du Schleswig-Holstein, qui s'est suicidé récemment après avoir commis des irrégularités.

13. Alfred Dregger, président C.S.U. du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U. au Bundestag.

Jürgen Habermas
 Rainer Erd
 Vingt ans après

employée en un sens critique, au lieu d'être employée par de « vaillants démocrates » contre de prétendus ennemis intérieurs.

R. E. – Par rapport à certaines périodes antérieures de l'histoire allemande, il semble que nous puissions, aujourd'hui, envisager l'avenir politique de la R.F.A. avec une certaine sérénité. Dans les vingt dernières années, on a vu naître une culture politique qui dispose d'une stabilité suffisante pour imposer des limites à des révisions conservatrices fondamentales. Partagez-vous ce sentiment de relative tranquillité ?

J. H. – Dans mon oreille résonne encore la critique de Max Weber se plaignant de l'« agitation stérile » des intellectuels – c'est ce qui a permis à Arnold Gehlen de construire sa critique des intellectuels. Il y a des choses qui m'énervent, par exemple une phrase du correspondant à New York des pages littéraires de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, dans le supplément du samedi 13 février. Voilà ce qu'écrit le successeur de la regrettée Sabina Lietzmann : « Des dizaines de chirurgiens esthétiques vivaient du désir de beaucoup de juifs de mettre leur nez en conformité avec l'idéal de la beauté anglo-saxonne. C'est seulement depuis que Barbra Streisand a fait carrière avec son organe olfactif caractéristique, que le *nose-job* a perdu de son attrait. » Abstraction faite de la dénonciation émue d'une influence excessive des juifs à Washington, une telle formulation fait mal, quel qu'en soit le contexte, dès lors qu'on ne la lit pas dans *MUT* mais dans l'un des principaux journaux allemands. Il y a là une insensibilité choquante.

D'un autre côté, je suis d'accord avec vous ; moi aussi je vois aujourd'hui avec soulagement que le gouvernement de droite est obligé de tenir compte de la partie libérale de son électorat, qu'il doit prendre en considération ce que j'ai appelé – d'une manière un peu optimiste – la libéralisation fondamentale. Il existe aujourd'hui en Allemagne des majorités qui ne font plus peur. En tout cas, notre « juste-milieu » n'inspire plus le genre de peur dont témoigne encore chaque ligne des journaux intimes posthumes de Max Horkheimer, dans les années 1950 et 1960.

Cela dit, je n'ai pas l'impression de vivre une époque d'une tranquillité bourgeoise biedermeieresque. Le « juste-milieu » peut lui aussi être fragile. Que serait, d'une façon générale, une normalité qui n'aurait plus rien d'oppressant ? Ce serait une normalité qui pourrait se permettre de ne plus être insensible à l'intolérable. C'est alors que la sensibilité pour la souffrance et l'injustice produites par la société, et donc *évitables*, serait quelque chose de normal. Au contact de mes enfants et d'une façon générale au contact des jeunes dont la sensibilité est plus vive que la mienne, je me rends compte de ce qui en moi s'est émoussé. Le contact avec les générations plus jeunes – je le dis en tant que professeur d'université – est d'ailleurs peut-être ce qu'il y a de plus rassurant dans notre pays. Quand la méfiance entre les générations et même la méfiance à l'intérieur de la même génération n'aura plus d'objet, c'est alors que nous serons en droit d'envisager l'avenir sans nous énerver.

Traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme
 et Rainer Rochlitz.